

Quand c'est NON, c'est NON !

Suite aux dernières mobilisations, aux grèves massives, aux réunions d'écoles et aux différentes assemblées générales (à Massy, Palaiseau, aux Ulis, à Etampes, Brétigny, St Germain-les-Arpajon, Egly, Boissy S/st Yon, RPI d'Authon-la-Plaine Mérobert St Escobille, Saclas etc...) actions et rassemblements devant les IEN de circonscription et la DSDEN d'Evry, SUD Education 91 constate que le ministre s'est senti obligé de préciser les contours de sa réforme, ce doit nous encourager à poursuivre la mobilisation puisque, comme nous le disions dès le départ, le flou artistique de la loi permettait toutes les dérives et toutes les interprétations possibles. Nous avons raison et il faut continuer à exiger l'abrogation de cette loi car si des précisions sont apportées le texte ne change pas et toutes les conséquences qu'il laisse pressentir demeurent. Les EPSF ne sont rien d'autre qu'un projet d'usine scolaire, les jardins d'enfant ne sont rien d'autre que des mini écoles privées dont on ne sait pas s'il y en aura plus ou moins après. On ne sait toujours pas ce que vont devenir les directeurs, on ne sait toujours pas ce que vont devenir les psychologues scolaires, on ne sait toujours pas ce que vont devenir les AESH, les RASED, les ULIS etc...

En revanche, nous savons que l'incertitude est source d'angoisse et facteur de souffrance au travail. La situation est donc inacceptable et nous ne devons plus tolérer ces mécanismes de restructuration des services publics aux conséquences dramatiques. Nous n'avons pas oublié la privatisation de France Télécom, de la Poste, des hôpitaux.

Pour SUD Éducation la fonction actuelle d'un directeur, qui n'est pas un supérieur hiérarchique, permet un travail cohérent, une meilleure implication du personnel, et une organisation du travail socialement intéressante. Nous n'avons pas besoin de chef pour faire notre travail.

Pour SUD Éducation, l'école doit rester un service public de proximité. Sa présence s'avère indispensable dans les quartiers et dans les villages pour créer du lien social.

Nous revendiquons un plan d'urgence donnant des moyens humains dans les écoles, du personnel titulaire et formé, pour être en mesure de répondre aux nouvelles contraintes.

Nous appelons l'ensemble des collègues à renforcer les mobilisations sous toutes leurs formes et à se joindre massivement à la manifestation du 1er mai, à se mettre en grève le 9 mai, à venir manifester (le matin à Massy et l'après-midi à Paris) et à déposer des intentions de grève à partir du 9.

Nous continuons à appeler à participer aux manifestations des Gilets Jaunes, et à toutes les autres contestations sociales (retraités, urgentistes, infirmières, avocats...)